L'ABEILLE.

PARAISSANT ET S'IMPRIMANT, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 31 JUILLET 1833.

Jours de publication :
LUNDI, MERCREDI & VENDREDI.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 31 juillet.

John Gibson, éditeur de l'Argus, dans un article publié hier dans sa feuille, dit que s'il eût voulu se vendre il se serait probablement vendu à la même personne qui nous a soudoyés. John Gibson ne pense donc pas qu'il lui eût été impossible de vendre, attendu qu'il y a dans cette des ordres de saisie lancés contre l'Argus, par les ouvriers qui y ont travaillé, par les marchands de champagne, par les tailleurs, &c., &c., &c., ...

Quant à l'indépendance de John Gibson, tout le monde la connaît ; on sait qu'elle s'achète au moyen de souscriptions, et que sa conscience s'adjuge au plus haut et dernier enchérisseur.

Le mercredi 10 du courant, le maire annonça au Conseil de Ville que M. Hubert ayant jusqu'à ce jour négligé de remplir son cautionnement, conformément à une ordonnance qui exige que ce cautionnement soit donné dans les dix jours qui suivent l'élection d'un officier de la corporation, il en prévenait, aux termes de cette ordonnance, démis de sa place de syndic. Le maire présenta de nouveau M. Hubert au Conseil, comme syndic de la banlieue supérieure, probablement dans l'intention de le mettre à même de régulariser sa nomination, en fournissant un cautionnement dans le délai prescrit. Mais sur dix voix M. Hubert n'en obtint que quatre en sa faveur, un vote fut donné en blanc, et cinq contre lui. Les réglements du Conseil veulent que les élections se fassent à la majorité des membres présens; d'après cela, on devait supposer qu'il serait procédé à un nouveau balletage. Mais il n'en fut pas ainsi. Le secrétaire du Conseil fut chargé d'informer le maire que M. Hubert avait été rejeté, et de le prier de présenter un autre candidat. Le maire, qui était présent à la séance, répondit au conseil qu'il ne pensait point que M. Hubert eut été rejeté. M. Culbertson alors voulut avoir l'opinion du recorder; et celui-ci déclara que M. Hubert avait été bien et dûment rejeté. Force fut donc au maire de présenter un nouveau candidat; et après la reject d'une seconde nomination, M. Pierre Auvray fut proclamé syndic de la banlieue supérieure.

Mais qui aurait pu s'en douter ! le maire dans la séance du mercredi suivant annonça au Conseil que M. Hubert avait signé son cautionnement en l'étude de M. de Félix de Armas, notaire de la corporation, le 3 juin, et il avait été élu le 29 mai! Le cautionnement avait donc été donné dans les cinq jours qui avaient suivi l'élection de M. Hubert, et l'on doit juger de son étonnement quand il apprit qu'il avait été destitué pour manque de cautionnement! Le maire était devoir suspendre de commissionner M. Auvray, et en informa en même temps le Conseil, ajoutant qu'il attendrait la nouvelle décision que cette assemblée croirait devoir prendre à ce sujet. Il n'est peut-être personne qui ne soit porté à croire que le Conseil de Ville était convaincu que tout ce qui avait été fait à l'égard de M. Hubert était fondé sur une erreur palpable, ne fût disposé à rapporter avec un juste empressement les mesures sévères et sans doute trop promptes adoptées pour sa destitution. Eh bien, non! MM. Lee et Culbertson, poussés par un sentiment dont il est impossible de se tendre compte, poirent la parole et firent que le Conseil n'avait plus à s'occuper de M. Hubert, que son sort était irrévocablement décidé; et sur motion faite par l'un d'eux, de s'occuper des autres ne offertes par M. Auvray, elles furent adoptées, et M. Hubert disparut pour toujours, ou du moins ces messieurs l'espérant, de la présence de ces augustes personages.

Les personnes qui liront le détail de cette rare et curieuse transaction se demanderont probablement comment il se fait que le maire n'eût pas connaissance du cautionnement fourni par M. Hubert. Nous dirons ce que nous savons à cet égard. Le maire ignorait, dit-on, ce fait parce que M. Hubert ne lui avait pas présenté sa caution. Cependant le cautionnement était signé, et à ce cautionnement il se trouve annexée la notice du bureau du maire envoyée au notaire de la corporation pour lui donner avis que M. Hubert avait été nommé syndic de la banlieue supérieure le 29 mai. Que faut-il conclure de tout ceci! N'est-ce pas que le notaire a été préparer le cautionnement de M. Hubert sur la notice qui lui avait été envoyée, et qu'en préparant ce cautionnement il aura mis le nom de la caution qu'il fournissait habituellement, M. John H. Holland. Qu'il y ait eu erreur quant aux noms donnés ou non donnés pour ce cautionnement, il n'en est pas moins vrai que le cautionnement a été fourni, que la caution était bonne et valide, et que pas un des membres du Conseil ne lui eût refusé sa sanction. Où trouver une justification pour une injustice aussi flagrante? Nous affirmons en outre que M. Hubert ne s'est point présenté lui-même, ni aucun autre pour lui, à l'étude de M. Armas pour y faire préparer son cautionnement. Ce fait est positif.

Nous oublions une circonstance fort remarquable et qui fera ressortir encore l'injustice de la conduite du Conseil. Dans la séance où fut reçue la lettre par laquelle le maire annonçait que M. Hubert avait en effet fourni son cautionnement dans les délais voulus, M. Thomas fit une motion tendant à nommer un comité chargé de s'enquérir du fait dont la connaissance venait d'être soumise au Conseil, cette motion fut secondée par M. Buisson, et cependant M. le recorder ne la mit pas aux voix!

Le public apprendra sans doute avec plaisir que M. Hubert vient de se présenter devant des tribunaux pour avoir justice de cette procédure sans exemple, et qu'il a obtenu un writ de *quo warranto* qui doit être plaidé aujourd'hui à la cour de paroisse.

Après un mûr examen des deux pétitions ci-après, présentées au Conseil-de-Ville par M. J. Magor, nous ne pouvons qu'en approuver le sens et appuyer sa demande. Et voici les motifs sur lesquels nous nous fondons.

Les améliorations projetées pour une ville, quelque peu coûteuses qu'elles soient, doivent avoir un but d'utilité, d'utilité réelle & générale ; c'est-à-dire qu'elles doivent autant que possible tourner au profit ou à l'agrément de tous, et non pas servir les intérêts des uns et ruiner ceux des autres. Et entre les projets qui remplissent cette condition, il faut toujours, ce semble, préférer ceux qui sont d'une nécessité plus pressante. Par exemple, il serait utile à la fois et agréable pour nous, habitans d'une des grandes cités de l'Union, d'avoir nombre d'édifices publics dont le besoin se fait sentir à mesure que la ville s'agrandit, des fontaines dans lesquelles des aqueducs amèneraient l'eau du fleuve et où chacun pourrait aller puiser; des promenades publiques, des repositrs, &c.; mais avant tout ne a dû penser à rendre praticables pour les piétons et les voitures ces cloaques immondes auxquels nos prédécesseurs avaient donné le nom de rues ; il a fallu éclairer la ville pendant la nuit, l'assainir, assurer les levées pour se garantir des inondations, pourvoir à l'organisation d'une police, &c. Car toutes ces choses étaient d'une plus grande importance et d'une nécessité absolue.

Ainsi doit-on procéder dans les améliorations qui restent à faire ; celles qui sont nécessaires doivent passer les premières, ensuite viendront celles qui ne sont qu'utiles ou agréables. M. Magor explique parfaitement que le projet d'abord veut faire sanctionner par le Conseil n'aboutit à rien autre chose qu'à favoriser les spéculations de quelques personnes qui possèdent des terrains dans ce quartier. De quelle *utilité* (car certes il n'y a pas ici *nécessité*) serait le prolongement d'une promenade qui n'est jamais fréquentée par les promeneurs, mais seulement par les personnes que leurs affaires appellent là et dont les nouvelles issues qu'on veut faire n'abrégeraient nullement le trajet? C'est une folie.

Si vous objectez-on que l'exécution de ce projet ne coûtant rien à la ville il n'y a pas de raison pour s'y opposer, sur M. Magor, doit la gratuité et les établissemens qu'ils raient morcelés par l'ouverture de ces rues, évaluera sans doute bien haut ces dégâts, il n'est pas sûr que les auteurs du projet puissent s'entendre avec lui sur cette évaluation, et alors ils recourront à la ville pour lui demander de contribuer pour sa part à ce rachat. De manière qu'il est probable que ce projet qui d'abord ne devait rien coûter à la corporation lui coûtera en résultat beaucoup d'argent. Car, en tout cas, elle aura de nouveaux fossés à creuser, à fouiller, des rues pleines de bas fonds à combler et à niveler, des trottoirs à faire et des plantations d'arbres pour la continuation de la promenade. Or, si les coffres de la ville sont pleins il y a une infinité de travaux plus utiles auxquels on peut appliquer l'argent qu'ils contiennent. Quant à parler de l'établissement de la nouvelle prison, qu'on propose d'ériger toujours et qui nécessitera des sommes considérables la plupart des rues du derrière de la ville et celles des faubourgs sont encore à paver ou à ferrer, et les trottoirs de la moitié au moins de ces rues ne sont que [illegible]

Nous croyons il pas nécessaire de travailler dont la nécessité est patente, que d'aller se lancer d'entreprises qui de longtemps ne seront pas même utiles.

Il ne faut pas perdre de vue que l'ériger de quelques-uns des membres de la communauté, dans lequel seul serait exécuté le projet dont il s'agit, n'est pas celui de la communauté tout entière, dont le Conseil de ville doit s'occuper avant tout. Et puis, est-il juste d'exiger d'un citoyen qu'il sacrifie une propriété à laquelle il met une haute valeur, aux vues particulières de quelques personnes? Nous ne le pensons pas. Ainsi, non seulement l'utilité de ce projet est encore en question, mais il est clair qu'il ne pourrait s'exécuter sans léser en quelque sorte un citoyen estimable, et sans ruiner un des plus jolis établissement particuliers qui ornent cette partie de la ville.

Cependant nous portons à croire que le Conseil refusera la sanction qu'on lui demande, et qu'il fera droit aux objections de M. Magor.

PETITION

DE J. MAGOR DE LA NOUVELLE-ORLEANS,

A M.M. le Maire et les Aldermen du Conseil de Ville.

J'ai vu dans la gazette du 11 juillet, une demande relative à l'ouverture de la rue de l'Esplanade jusqu'à la maison de la Ve. Castanedo, aboutissant au chemin du Bayou, et aussi la prolongation de la rue du Quartier jusqu'à l'intersection de la rue Plauché.

Dans un tems où les finances et l'attention de la ville, pourraient être employées à des objets plus pressants, quel besoin y a-t-il de percer la rue St. Claude et d'acheter à grands frais les propriétés qui ferment ce passage?

En prolongeant la rue du Quartier d'un arpent, et en la faisant aboutir à la rue Plauché, rue transversale ici où l'on compte à peine 8 maisons, cette ouverture inutile, n'offre aucune communication nouvelle, n'abrége aucune distance; elle n'a d'autre *effet* que de rendre vendables des bas fonds voisins, de dispenser les propriétaires de les combler, et surtout de favoriser les spéculateurs de terrains, qui postulent cette ouverture.

Le prolongement de l'Esplanade offrirait, il est vrai, une promenade de plus ; mais elle coûterait fort cher à la ville, soit pour acheter de grands établissements situés sur le passage, soit pour la confection d'un si grand ouvrage ; et après d'immenses dépenses, cette promenade qui ne conduirait qu'au chemin du Bayou ne serait pas plus fréquentée que celle de l'Esplanade, et n'aurait produit d'autre effet réel que l'accroissement de valeur des propriétés limitrophes, et le succès des spéculateurs qui ont calculé sur ce prolongement.

La grande rue du Bayou à droite, le chemin du rail-road à gauche, et la rue Julie au bout de la rue de l'Esplanade, qui conduisent toutes vers le Bayou, ne suffisent-elle pas aux communications actuelles?

La rue du Bayou n'est-elle pas plus centrale? ne convient-il pas mieux de la paver, d'y faire des banquettes et des trottoirs, plutôt que de créer à grands frais une route inutile à côté d'elle.

S'il était pressant d'embellir le quartier de l'Esplanade et que la ville eût de l'argent disponible, ne vaudrait-il pas mieux ouvrir des communications plus utiles, telles que le prolongement de la rue des Remparts à travers le faubourg Marigny jusqu'au rail-road?

Mais considérant que le moment de faire toutes ces améliorations n'est point encore venu, je me bornerai à supplier le Conseil de Ville, de laisser sans effet les demandes et projets relatifs au percement des rues précitées.

Nouvelle-Orléans, 20 juillet 1833. J. M.

Remise à M. Pricur le dit jour.

J. MAGOR DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

A M.M. le maire et les membres du Conseil de Ville.

Messieurs,

Permettez-moi d'ajouter à ma lettre du 20 juillet quelques observations relatives au prolongement de la rue de l'Esplanade.

Ayant appris que cette entreprise devait s'opérer entièrement aux frais de ceux qui la sollicitent, et non à la charge de la ville, il ne me reste qu'à appeler son attention sur quelques conséquences individuelles de ce projet.

Son exécution ne peut avoir lieu sans léser des propriétaires, sans déplacer des établissemens, abattre des édifices et détruire de vastes jardins.

Et si le tems m'eût permis de recueillir l'opinion des citoyens qui en souffriront, j'en aurais beaucoup à nommer, car, Messieurs, pour prolonger la propre rue de l'Esplanade il faut aussi raser ma propriété qui se trouve sur le passage.

Aussi, pour allonger la rue du Quartier d'un arpent il faut couper mes établissemens sur les derrières.

Pour continuer l'Esplanade il faut abattre un tiers de ma maison, il faut enlever tout le front de ma propriété rue St. Claude et rue Julie, sur une longueur de 330 pieds, et détruire dans la profondeur la partie la plus belle et la plus productive de mes jardins.

Après avoir ainsi morcelé devant, derrière et sur les côtés le carré parfait de cette propriété, il sera ensuite question sous peu de faire un autre prolongement de rue à travers le restant de ces jardins, et la nouvelle issue, présentée aussi sous le point de vue d'utilité publique, complettera la destruction de ma propriété, et donnera une très grande valeur aux terrains de ceux qui ont tant d'intérêt à solliciter ces ouvertures.

L'exécution d'un tel projet, laissé à la décision du Conseil de Ville, serait sanctionnée peut-être, s'il ignorait qu'il ne peut avoir lieu sans spoliations. Une mesure qui n'est pas juste ne sera point autorisée par MM. le président et les membres de ce Conseil.

Plein de confiance dans leur impartialité, j'attends qu'il leur plaise de refuser leur sanction à un projet si ruineux pour les uns, si favorable aux autres, et si inutile au public.

Nouvelle-Orléans, 26 juillet 1833.

(COMMUNIQUE.)

Examen public du Collége de Spring Hill.

L'éducation est le premier besoin d'une république. Sous un gouvernement où le peuple jouit de tous les droits, il est essentiel qu'il les connaisse, les apprécie, et puisse les conserver et les défendre. Sans l'institution et la morale le corps politique n'a plus ni âme ni énergie, et les ressorts qui l'animent sont toujours usés par les vices de l'homme, en même temps qu'ils disparaissent sous les ténèbres de l'ignorance. Former le cœur et l'esprit de notre jeunesse républicaine est un véritable sacerdoce civil, et, sous ce rapport, quiconque se consacre aux fonctions pénibles mais augustes d'instituteur, s'il sent l'importance de ses devoirs et s'il est capable de les remplir, mérite de la patrie une double reconnaissance. Un examen public, un concours littéraire, en me rappelant les innocens plaisirs de mon enfance, me ramènent insensiblement aux réflexions sérieuses que l'expérience des siècles nous a léguées sur l'éducation. Les circonstances m'ayant permis de suivre les exercices semi-annuels du collége de Spring Hill, je dois au public et aux directeurs de cet établissement l'exposition franche et sincère des impressions et des espérances que l'examen et le concours littéraire du 4 juillet ont laissés dans mon esprit et dans celui des spectateurs. Tous les élèves ont été interrogés tour-à-tour dans leurs classes respectives; et si l'on en excepte une demi-douzaine au plus, que la timidité ou si l'on veut même la paresse, ont déconcertés dans leurs réponses, tous les autres ont paru avec aisance, clarté et méthode. L'esprit d'analyse, et la pureté de prononciation dans les différentes langues ont été remarqués avec étonnement. Rien ne m'intéresse davantage qu'un jeune homme de 12 à 14 ans qui résout les difficultés métaphysiques de la grammaire, et dissèque par l'analyse logique, qui est applicable à toutes les langues, les parties du discours et les composés de la proposition. Les cours de géographie et de mathématiques ont causé une satisfaction générale; j'ai vu les figures les plus graves se dérider pendant la représentation des trois examens, et j'ai dû rire comme les autres ne fût-ce qu'à cause de mon voisin qui, n'entendant pas l'espagnol, semblait goûter plus que tout autre l'action, le naturel et les saillies d'un jeune louisianais qu'on est certainement pris pour un pétulant andalous. Lorsqu'on réfléchit que le collége de Spring Hill n'a que deux ans d'existence, et qu'on le considère tel qu'il est aujourd'hui et tout ce qui a été fait en si peu de temps, on doit tout espérer de l'avenir. Un établissement qui commence, et qui commence les élèves, ne peut pas être parfait à sa naissance; mais le choix du lieu, la beauté des édifices, la salubrité du climat, les soins que l'on prodigue à quatre-vingt et quelques élèves, le nombre et la respectabilité des professeurs, tout doit inspirer à nous le désir, et au fondateur la confiance de voir bientôt son œuvre couronnée.

Les journaux de New-York donnent des nouvelles de Madrid du 1 mai, reçues par le brick *Marcellus*, venant de Malaga.

M. Charles S. Walsh, secrétaire de légation des Etats-Unis près la cour d'Espagne, est mort à Quintanar de la Orden en se rendant à Valence, où il allait changer d'air. Il a succombé à une maladie de consomption. Il a été enterré avec tous les honneurs dûs à son rang.

Un décret royal du 20 avril ordonne qu'il sera établi dans chaque province du royaume d'Espagne un journal officiel; malheureusement ces journaux seront sous la censure de l'autorité, ce qui en diminuera considérablement le bon effet.

Un second décret du 25 mai prescrit que tous les ministres du royaume et les états de Castille assisteront à la séance des Cortès dans laquelle la princesse doña Marie-Isabelle-Louise sera déclarée héritière du trône, dans le cas où le roi n'aurait pas d'héritier mâle.

Le gouverneur de Cadix a défendu toute communication avec les navires venant de Portugal, de la Havane et de tous les ports dans lesquels règne le choléra. La peine de mort est prononcée contre tout individu qui, arrivé à bord d'un de ces navires, s'introduirait furtivement dans le pays.

BATON-ROUGE, 27 juillet.

Il ne suffisait pas que le Choléra fut venu choisir des victimes parmi nous, et de enlever à quelques uns des habitans de notre paroisse et celles qui nous environnent, une partie de leurs esclaves, la providence nous visite maintenant d'une autre manière. Depuis quinze jours ou trois semaines il règne dans la campagne une espèce d'épidémie qui fait de grands ravages parmi les animaux; les bêtes à cornes en ont souffert jusqu'à présent beaucoup plus que les chevaux. Nous ne savons exactement quel nom donner à cette maladie que quelques uns appellent la Grippe; ce qu'il y a de bien sûr, c'est qu'elle commence sur les chevaux par une enflure à la ganache et que l'animal qui en est attaqué en meurt en quelques heures, si on n'y apporte un prompt remède. Le remède que nous avons entendu citer comme le plus efficace est la saignée au cou administrée aussitôt qu'on aperçoit la moindre enflure. Si une seule ne suffit pas il faut la répéter jusqu'à ce que l'enflure ait disparu.

Nous recommandons en toute assurance ce remède à nos abonnés parce que l'expérience en a prouvé l'efficacité. Nous connaissons plusieurs habitations où presque tous les animaux ont été attaqués de cette maladie et guéris par le moyen de la saignée répétée souvent deux ou trois fois.

Nous pensons qu'il n'est pas inutile de prévenir nos lecteurs qu'il est dangereux d'écorcher les animaux morts de cette maladie, attendu que le virus peut se communiquer à celui qui les touche. Le *Louisiana Register* de mercredi dit qu'un sauvage est mort des suites d'une blessure qu'il s'était faite en écorchant un bœuf mort de l'épidémie dont nous parlons. (*Gazette*)

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 25 mai.

Les arrêtés de bannissement sont au nombre de quarante, dont les deux tiers militaires. A Chambéry on a arrêté deux sergens et un officier de la brigade Corbolo, d'autres ont pris la fuite. A Alexandrie, la brigade Cuneo, qui occupait la citadelle d'Turin rendue à la ville pour assister au service divin, trouva à son retour la citadelle occupée par la brigade sarde, et les portes fermées. A Gênes, les canons des forts sont pointés sur la ville, et les troupes sont consignées dans leurs casernes. L'artillerie y est l'objet de la plus grande surveillance.

Voilà ce que nous savons de plus positif sur les événemens de Piémont. Il nous manque encore pour pouvoir affirmer que dans le cas d'une révolution nationale le gouvernement ne pourrait pas compter sur l'armée. Peut-être même cette armée serait la première à se retourner, et à cueillir les premiers lauriers dans la cause de la liberté italienne. Nous ajouterons que là où l'esprit d'indépendance et de liberté a jeté de si profondes racines dans toutes les classes et dans tous les rangs de la société, là où les tyrans ne peuvent plus même se reposer sur la force brutale des baïonnettes; là, disons nous, il est inutile de chercher des conspirations; il n'y a que les minorités qui conspirent; et, en Italie, les minorités ne comptent plus dans leurs rangs que de vieux aristocrates et de misérables absolutistes. Nous ne savons pas quelles mesures prendra le gouvernement de Piémont. On a parlé de nombreux individus fusillés: nous n'y ajoutons aucune foi. Nous croyons, au contraire, que le gouvernement est effrayé de sa propre découverte, et qu'il ne continuera pas à mettre au grand jour la profonde désorganisation qui envahit toute son armée; et cette armée la dissoudra-t-il? et la remplacera-t-il par une autre nutrichienne? On prétend qu'il en a été question; mais si pareille résolution avait été prise dans le conseil de Turin, ce n'est qu'aux égaremens de la terreur qu'il faudrait attribuer cette dernière folie. Notre ministre des affaires étrangères pourrait nous en dire quelque chose; il y trouverait un digne retour pour les avis officieux qu'on lui attribue.

—On nous mande de Bordeaux, 21 mai:

Il est positif que le gouvernement a l'intention d'en finir avec la question portugaise; les engagemens qui se font dans le département de la Gironde ont lieu sous le timbre de l'authenticité. Aujourd'hui, un premier détachement, fort de 230 hommes, est parti par le bateau à vapeur; ils se rendent à La Rochelle, où cinq vaisseaux anglais sont à l'ancre pour porter des troupes à Oporto. Le général Solamorino commande cette expédition, qui se composera de plus de 3,000 hommes, en partie du pays basque et de la Bretagne.

C'est un officier piémontais plein de mérite et [illegible] qui est chargé à Bordeaux de ces engagemens [illegible] montent déjà à plus de 1,000 hommes, auxquels on donne 1 fr. 10 c. par jour assuré après l'engagement. Ainsi les Polonais du dépôt disent de Bergerac s'en vont porter l'appui de son courage à cette cause, ce qui a privé [illegible] Marin de 12 ou 1500 bons officiers et soldats.

Décès de Mme. L. D'AQUIN, née Deynoux. Les amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 5 heures [illegible]

MARIE le 27 du présent, par [illegible] M. A. PLUCHE, né en France, à Mlle. L. [illegible] de cette ville.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ENTRÉES.

Navire Huntsville, Allen, New-York, Foster & [illegible]
Brick Ella, Johnson Philadelphie, T Tob[illegible]
Brick Hyperion, Waterhouse, Philadelphie, S Thom[illegible]
Brick Clement, Martinez, Havane, Tufts & C[illegible]
Polacre Viscaina, Gomez, Havane, Courval, Ac[illegible]
Goël. Amelia, Roch, Pensacole,
Goël. Lafayette, Williams, Tampico,
Goël. Rose in Bloom, Carey, Pensacole,
Bateau à vapeur Hunter, Hyding, Louisville, [illegible]
Arrivés.

Bateau de remorque [illegible] des passes, n'a rien amené dans le port, et rapporte qu'il n'y avait aucun navire en vue.

Bateau à vapeur Bl[illegible] Meridian, du Bayou-Sarah, avec un chargement [illegible]

LE magasin ci-devant tenu par feue Mme. Ve. Catlin sera continué dans le même local et dans le même genre d'affaires par ses héritiers.

Le soussigné étant devenu depuis le décès de la dame un des membres de la famille est autorisé par les dits héritiers dont il fait partie, à diriger les affaires du dit magasin en général jusqu'à la liquidation finale dont il est également chargé.

Il saisit cette occasion pour inviter les personnes qui auraient des emplettes à faire à se rendre au dit magasin, où elles trouveront un assortiment de marchandises en tout genres et à des prix modérés. L'ouverture dudit magasin aura lieu le 5 août prochain.

31 juil—3 F. PLUCHE.

FLEICHBEIN peintre en portrait, renouvelle [illegible] ment arrivé de Paris, a l'honneur de prévenir [illegible] blic qu'il fait des Portraits à l'huile et au dessin, de [illegible] rantira la ressemblance parfaite. Les personnes [illegible] sireraient se faire peindre par lui, ou d'exam[illegible] vrages le trouveront chez lui, le matin depuis [illegible] 3 Heures, rue St. Philippe, No. 24. Il ira [illegible] personnes, qui lui feraient l'honneur de l'[illegible]

SANGSUES & TAMA[illegible]

300 SANGSUES de choix [illegible] à vendre par

31 juil—[illegible] DUCONGE [illegible]

LE soussigné vient de recevoir et offre [illegible] les suivans:

25 barils d'huile de Palma-Christi,
200 onces de sulfate de quinine, 38 bari[illegible]lin,
10 barils de graine de moutarde noire,
2000 boites de pâte pectorale de Regn[illegible]
400 livres de camphre, 30 barils de [illegible]nièvre,
6000 livres de nolchannal, 20 livres [illegible] de roses superfine, 50 livres d'opium, 15 barils [illegible]erlé,
3000 livres de gomme arabique ou se[illegible] do. do. du Sénégal, 20 grosses watts's chinoises [illegible] or lucifers, 10 barils de tamarin,
10 grosses henry's calcined magnesia,
20 douzaines de strop de calebasse,
25 liv. de colle de poisson de Russie, 100 do. de [illegible]
500 livres de noix muscade, 40 caisses de seringues [illegible] caises, 2000 livres d'amidon, 2 liv. d'acétate de [illegible]
8 onces de strycnine, 10 caisses d'arrow-root [illegible]
50 livres de benjoin, 100 pèse-sirop en argent,
500 bouteilles d'anti-glaireux du docteur Guillet [illegible] ble), 50 livres de sagou,
100 livres de sucus helmintocaston,
200 livres de gomme résine de gayac,
500 livres de borax rafiné, 4 grosses de carpenters [illegible] toga powders, 100 livres de cubebes, 30 livres de [illegible]
Thériaque de Venise, musc, coriandre, semence de cardamome minor, do. do. major, datura stramonium.
Preston salts, pommade au sau-bois, pots d'[illegible]
Papier à cautère, nitrate d'argent fondu (français).
Piperin, papier de tournesol, do. curcuma.
10 barils raçure de gayac.
2 estagnons essence de bergamotte (pure), 2 do. de limon.
Shmaruba, carmin superfin, oxide de manganèse.
Sous-carbonate de fer, oxide noir de fer, beur d'antimoine, cantharide entières.

L. GAMOTIS,

Rue du Camp, No. 39, entre Common et Gravier.

31 juillet—10f

PIANOS FORTES & MUSIQUE.

LES soussignés viennent de recevoir par le brick Agnès & Ann, de Liverpool.

3 pianos fortes, *piccolos*, très élégants, de la manufacture de Robt. Wornum, de Londres, qu'ils offrent à vendre à des prix très-modérés, et avec entière garantie.

Aussi, par des arrivages récents du Havre.

Musique pour le piano forte, harpe, harpe et piano, pour 1 et 2 mains, guitare, &c. Des opéras nouveaux et romances pour piano forte et guitare, des publications les plus nouvelles.

E. JOHNS & CO,
rue de Chartres, No. 113

31 juillet

CHEVAL EGARE.—Est parti de chez les soussignés, le 21 de ce mois, près du chemin à coulisses, un cheval alezan, ayant une queue courte, et une petite marque blanche au front. Il avait une selle espagnole, une bride de Russett et une martingale. Une récompense honnête sera donnée à celui qui l'amènera au No. 5, rue de Chartres.

31 juillet—3 SPENCER CLOYD.

UN jeune homme arrivé de France depuis quelques jours, recherche un emploi, connaissant la tenue des livres et étant très habitué à écrire et de facile conception, il peut être propre à plus d'un emploi, son âge est 22 ans et de très bonne complexion, sa moralité est confirmée par les lettres de recommandation qui lui ont été données en France par des personnes très-distinguées, qu'il fera voir au besoin. Son adresse est A. Lépierre, chez M. Goulard, No. 28, rue St. Pierre. 31 juil—2[illegible]

AVIS.—M. Boyer (Gabriel) demi-traiteur rue Royale, No. 106, a l'honneur de prévenir MM. les marchands de la Nouvelle-Orléans que journellement on lui présente des comptes échus qui ne le regardent nullement; en conséquence il prie ces messieurs de donner à leurs commis les instructions plus positives, sa signature portant tous les jours le prénom et le nom de Gabriel Boyer.

31 juil—2

★ JUILLET.

DISTRIBUTION DES PRIX à l'Examen public et semi-annuel DU

COLLEGE DE SPRINGHILL.

ECRITURE.

3ME. CLASSE.—*Prem.* Ar. D'aquin, Nouvelle-Orléans.
" *Acc.* E. Vienne, do.
2DE. CLASSE.—*1er Prem.* B. Jayles, Suggsville, A.
" *2d Prem.* O. Reggio, Nouvelle-Orléans.
" *1er acc.* A. Maxent, do.
" *2d acc.* E. Mullony, do.
1RE. CLASSE.—*1er Prem.* { B. Dufour, Nouvelle-Orléans / *Ex Œquo.* / L. Pradat, do.
" *2d Prem.* Ad. D'aquin, do.
" *1er Acc.* T. Vienne, do.
" *2d Acc.* J. Norris, do.

ARITHMETIQUE, (*Pratique.*)

3ME. CLASSE.—*1er Prem.* T. English, Suggsville, A.
" *2d Prem.* D. Gayles, do.
" *1er Acc.* M. Clinch, Pensacola.
" *2d Acc.* E. Mullony, Nouvelle-Orléans.
2DE. CLASSE.—*1er Prem.* Ad. D'aquin,
" *2d Prem.* J. Armand, paroisse St.-Jacques
" *1er Acc.* D. Degruys, Nouvelle-Orléans,
" *2d Acc.* F. Prados, Nouvelle-Orléans.
1RE. CLASSE.—*1er Prem.* E. Bouny, Nouvelle-Orléans,
" *2d Prem.* J. Noirs,
" *1er Acc.* B. Dufour,
" *2d Acc.* M. Volant-Labarre, N.-Orléans,

ARITHMETIQUE (*Raisonnée.*)

2DE. CLASSE.—*1er Prem.* B. Jourdan, Nouvelle-Orléans,
" *2d Prem.* W. McCutcheon, St.-Charles,
" *1er Acc.* B. Toddell, Nouvelle-Orléans,
" *2d Acc.* L. McCutcheon.
1RE. CLASSE.—*1er Prem.* Roséin. do Armas N.-Orléans,
{ R. de Armas, Nouvelle-Orléans,
/ *Ex Œquo.*
\ E. Jourdan, Nouvelle-Orléans,
" *2d Prem.* J. St.-Martin, do.
" *1er Acc.* G. Decatel, do.
" *2d Acc.* H. Pitot, do.

ALGEBRE.

Prem. H. Griffon, do.
1er Acc. G. Lanaux, do.
2d Acc. A. Montreuil, do.

LANGUE ANGLAISE.

4ME. CLASSE—*Analyses grammaticales.*
1er Prem. B. Dufour,
2d Prem. J. Armand,
1er Acc. F. Guigue,
2d Acc. Ar. Montreuil.

COMPOSITION ANGLAISE.

1er Prem. R. Communi, Nouvelle-Orléans,
2d Prem. G. Roussel, Bonnet Quarré,
1er Acc. B. Dufour,
2d Acc. J. Armand,
3ME. CLASSE—*Composition anglaise:*
1er Prem. J. Delchainps, Savannah,
2d Prem. J. Blanc, Nouvelle-Orléans,
1er Acc. M. Clinch,
2d Acc. T. English:

TRADUCTION ANGLAISE:

1er Prem. J. Blanc,
2d Prem. L. Pradat,
1er Acc. J. Delchampe,
2d Acc. N. Cruzat, Pensacole:
2DE. CLASSE ANGLAISE—*Composition:*
1er Prem. J. Ross, St-Stephens, A.
2d Prem. B. Jourdan,
1er Acc. J. Ducayet,
2d Acc. E. Bouny.
TRADUCTIONS—*1er Prem.* B. Jourdan,
" " *2d Prem.* E. Mullony,
" " *1er Acc.* E. Bouny,
" " *2d Acc.* J. Ducayet,
1ERE. CLASSE ANGLAISE—*Composition:*
1er Prem. H. Griffon,
2d Prem. G. Lanaux,
1er Acc. B. Todd, Linchburg, Virginie,
2d Acc. H. Pitot.
TRADUCTIONS—*1er Prem.* B. Todd,
" " *2d Prem.* H. Griffon,
" " *1er Acc.* G. Lanaux,
" " *2d Acc.* B. de Armas,

LANGUE FRANÇAISE:

1EME. CLASSE—*Prem.* S. McCutcheon, St-Charles,
" *Acc* B. Meslier, Mobile,
2ME. CLASSE—*Orthographe*—*1er Prem.* E. Mullony,
" " " *2d Prem.* G. Barclay, Pensacole
" " " *1er Acc.* A. Cruzat, do.
" " " *2d Acc.* G. Fauchet, N.Orléans

ANALYSES GRAMMATICALES:

Prem. W. Ross, St-Stephens,
1er Acc. E. Mullony,
2d Acc. D. Bicket, Nouvelle-Orléans.
2DE. CLASSE—*1er Prem.* M. Volant,
" *2d Prem.* E. Bouny,
" *1er Acc.* Al. Lanaux,
" *2d Acc.* J. Viennd,
2DE. CLASSE FRANÇAISE—*Composition.*
1er Prem. E. Bouny,
2d Prem. { Al. Lanaux, / *Ex Œquo.* / A. Brulé,
1er Acc. M. Volant,
2d Acc. B. Dufour,
1RE. CLASSE FRANÇAISE:

ANALYSES LOGIQUES:

{ G. Lanaux, / *Ex Œquo.* / H. Griffon,
2d Prem. J. St.-Martin,
1er Acc. R. de Armas,
2d Acc. Aug. Montreuil.

DISCOURS ORATOIRES:

1er Prem. H. Griffon,
2d Prem. G. Lanaux,
[illegible]
[illegible]elle.
[illegible]LE—*3ème Classe.*
[illegible]
[illegible]
[illegible]